À Hong Kong, la liberté de la presse sur la sellette

jeudi 11 octobre 2018, par GAUDU Agnès, MITCHELL Sasha (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2018).

Hong Kong se drape dans son autonomie après avoir refusé de renouveler le visa du journaliste britannique Victor Mallet. La presse officielle chinoise ne prend pas de gants pour justifier la mesure.

Le refus de renouvellement du visa de travail du journaliste britannique Victor Mallet par les autorités de Hong Kong, où il était correspondant pour le *Financial Times,* provoque des remous. Pour beaucoup, c'est le sort de la liberté de la presse dans l'ancienne colonie britannique rétrocédée à la Chine en 1997 qui est en jeu.

L'Association des journalistes de Hong Kong, l'Association des chroniqueurs indépendants et l'Alliance des travailleurs de la presse et de l'éducation ont signé le 7 octobre une déclaration commune demandant à la chef de l'exécutif Carrie Lam Cheng Yuet-ngor d'expliquer cette décision, indique le site en chinois de **Radio Free Asia.** Les trois associations professionnelles expriment *"la crainte qu'un tel refus de visa de travail visant un journaliste exerçant pour une publication internationalement réputée ne crée un grave précédent"*.

Bras de fer entre le FCC et le gouvernement de Hong Kong

Plus précisément, ces associations estiment que le refus de visa est lié au fait que Mallet, vice-président du Foreign Correspondents' Club (FCC) de Hong Kong, y avait à ce titre présidé une table ronde à laquelle était invité à s'exprimer Andy Chan Ho-tin, président du Parti national de Hong Kong, le 14 août, et ce malgré les vives protestations du gouvernement hongkongais, dont le **South China Morning Post** avait fait état. Des manifestations et contre-manifestations avaient eu lieu devant les locaux du FCC. Le Parti national a ensuite été interdit le 24 septembre par le gouvernement de la région administrative spéciale (RAS) pour ses positions indépendantistes affirmées – créant selon la loi invoquée une *"menace directe et imminente pour la sécurité de la Chine"*.

Le FCC a de son côté réclamé dès le 5 octobre des explications et une annulation de la décision du rejet de visa de son vice-président.

Le *Financial Times* fait appel

"Aucune raison n'a été donnée pour motiver ce refus", constate le **Financial Times,** employeur de Mallet. *"C'est la première fois depuis le retour de Hong Kong dans le giron chinois en 1997 qu'un journaliste [étranger] se voit notifier un renvoi du territoire."* Pour le journal économique, particulièrement remonté, cet événement constitue *"le dernier épisode en date dans la série d'attaques contre les libertés dont jouit Hong Kong, à l'image de l'enlèvement de libraires [par Pékin] et de poursuites politisées"* à l'encontre d'étudiants. *"Face à l'absence d'explications des autorités de Hong Kong"*, le quotidien a décidé de faire appel de la décision. En parallèle, une pétition de soutien à Mallet a recueilli près de 15 000 signatures sur Internet.

Le *Financial Times "ne soutient pas l'indépendance de Hong Kong, qui est un sujet très sensible,* assure la direction du journal dans un éditorial publié le dimanche 7 octobre. *La volonté de changement n'est d'ailleurs pas majoritaire au sein de la population. Ce que ce journal chérit, en revanche, c'est la liberté d'expression. La décision de refuser un visa à notre correspondant est extrêmement regrettable. Le signal envoyé aux Hongkongais est très négatif, et met en lumière le resserrement de l'étau chinois autour du territoire, ainsi que la lente érosion des droits fondamentaux pourtant garantis dans les lois de Hong Kong et les accords internationaux."*

Le gouvernement de Hong Kong ne s'expliquera pas

Dans une courte conférence de presse tenue le 9 octobre, et dont le site du *South China Morning Post*diffuse une vidéo, Carrie Lam a qualifié toutes ces protestations de *"spéculations"* et s'est défendue d'expliquer ce refus de visa *"individuel", "qui relève de l'autonomie de Hong Kong dans le cadre du principe 'un pays, deux systèmes' [Hong Kong étant une région autonome de la Chine]"*.

L'Office de représentation de l'Union européenne et la Chambre de commerce américaine à Hong Kong ont tous deux exprimé leurs inquiétudes, selon le site en anglais du **Shun Po (Hong Kong Economic Journal).** Le consulat général des États-Unis à Hong Kong et Macao a qualifié ce refus de visa d'*"incident troublant".*

D'autant plus troublant, écrit une juriste dans les colonnes du *South China Morning Post,* que Hong Kong a son rang à tenir en matière de liberté de la presse. *"L'expulsion d'un journaliste ou d'un chercheur dont le travail déplaît au gouvernement en place n'est pas rare dans le monde",* rappelle Windy Kay Po. Mais dans l'Index de l'État de droit du World Justice Project, Hong Kong peut encore s'enorgueillir d'être 16e*"devant les démocraties occidentales que sont la République tchèque (17e), la France (18e) et les États-Unis (19e)"*. La liberté d'expression fait partie des critères entrant dans ce classement, avertit la présidente du Comité des affaires constitutionnelles et des droits de l'homme du barreau de Hong Kong.

"La réunion au FCC était une provocation"

Face à ce torrent de protestations, la presse chinoise commente peu l'événement, mis à part le quotidien nationaliste **Huanqiu Shibao,** qui prend les choses sur un ton ironique. *"Un journaliste britannique de moins, et Hong Kong serait 'sinisé' ?"* raille le journal dans un éditorial.Le quotidien officiel utilise là un néologisme que l'on pourrait traduire littéralement par "transformé en Chine intérieure". Loin de nier le lien avec la table ronde au FCC, le journal réfute toutefois les analyses de la presse occidentale selon laquelle on assiste à une reprise en mains politique de Hong Kong par Pékin, la liberté de la presse n'étant pas en cause :

> *Le fait d'avoir ignoré l'opposition du gouvernement de la RAS et invité Andy Chan Ho-tin à s'exprimer au FCC n'a aucun rapport avec le travail de correspondant [de Mallet] à Hong Kong. Tout le monde peut bien voir le caractère politiquement provocateur de cette invitation, qui dépasse de loin le cadre de la liberté d'expression."*

Le journal poursuit en élargissant la question au traitement des journalistes chinois dans certains pays occidentaux. *"Les États-Unis exigent maintenant que les organismes de la presse officielle chinoise s'enregistrent comme 'agents étrangers', ce qui les prive du droit d'effectuer certains reportages",* note le quotidien en faisant référence à la mise en place en septembre aux États-Unis d'une mesure qui touche l'agence officielle Xinhua et le China Global Television Network. Le quotidien nationaliste ajoute que les journalistes chinois ont régulièrement des difficultés à obtenir

des visas de travail dans les pays occidentaux, et se pose en défenseur de la liberté de la presse :

> *Ce n'est pas un Mallet en moins qui nuira à la liberté de la presse à Hong Kong. Au contraire, la liberté de la presse est un domaine qui se construit, et les manières de faire de Mallet, nuisibles à la sécurité de l'État chinois, détruisaient la logique originelle de la liberté de la presse."*

Agnès Gaudu et Sasha Mitchell

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/hong-kong-la-liberte-de-la-presse-sur-la-sellette